

Gouvernement du Québec

Décret 26-2025, 16 janvier 2025

CONCERNANT la désignation de trois juges coordonnateurs adjoints de la Cour du Québec

ATTENDU QU'en vertu des articles 105.2 et 105.3 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), le juge en chef de la Cour du Québec peut, lorsque les circonstances l'exigent, désigner parmi les juges de la Cour, avec l'approbation du gouvernement, un maximum de douze juges coordonnateurs adjoints et, de la même manière, déterminer la durée de leur mandat qui est d'au plus trois ans, lequel peut être renouvelé, et qu'il demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou désigné de nouveau;

ATTENDU qu'un poste de juge coordonnateur adjoint est vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1750-2022 du 23 novembre 2022, la désignation par la juge en chef de madame la juge Hélène Carrier à titre de juge coordonnatrice adjointe a été approuvée par le gouvernement, que son mandat se terminera le 31 janvier 2025, et qu'il y a lieu, conformément à la demande du juge en chef, d'approuver à nouveau sa désignation;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1685-2023 du 22 novembre 2023, la désignation par le juge en chef de madame la juge Dominique Gibbens à titre de juge coordonnatrice adjointe a été approuvée par le gouvernement, que son mandat se terminera le 30 mars 2025, et qu'il y a lieu, conformément à la demande du juge en chef, d'approuver à nouveau sa désignation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE soit approuvée la désignation, à titre de juges coordonnateurs adjoints, de monsieur le juge Jacques Ladouceur, de madame la juge Hélène Carrier et de madame la juge Dominique Gibbens;

QUE le mandat du juge Jacques Ladouceur s'échelonne du 21 décembre 2024 au 20 décembre 2026;

QUE le mandat de la juge Hélène Carrier s'échelonne du 1^{er} février 2025 au 31 janvier 2028;

QUE le mandat de la juge Dominique Gibbens s'échelonne du 31 mars 2025 au 30 mars 2026.

La greffière du Conseil exécutif,
DOMINIQUE SAVOIE

84870

